



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du **26 NOV 2024** mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET à CANTELEU de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 1^{er} mars 2022 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société MOULINS SOUFFLET ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°24-070 du 20 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Hélène HESS, sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 24 octobre 2024 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 6 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société MOULINS SOUFFLET, le 9 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes :

à l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 susvisé :

- non-conformité 1 (article 8.3.3) concernant l'absence de mise en place d'un système de détection incendie dans le bâtiment de stockage de farine ;

- non-conformité 2 (article 9.2.3) concernant l'absence de suivi semestriel de la qualité des rejets d'eaux pluviales ;
- non-conformité 3 (article 9.2.3.1) concernant l'absence de réalisation d'un inventaire des flux aqueux du site ;
- non-conformité 4 (article 9.2.6.2) concernant la non-réalisation des analyses permettant de déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED ;
- non-conformité 5 (article 9.2.5) concernant la non-réalisation de la caractérisation de l'état des sols dans le périmètre IED ;
- non-conformité 6 (7.3.5.3) concernant l'absence de levée des non-conformités électriques relevées par l'organisme de contrôle d'une année sur l'autre.

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 susvisé, l'exploitant a transmis, le 6 octobre 2024, l'annexe du mémoire technique n°1097394, correspondant au bordereau de prix, signé, pour la mise en place du système de détection incendie du bâtiment de stockage de farine, accompagné de la copie d'un courrier électronique du prestataire déclarant que la mise en place est prévue sur le premier trimestre 2025 ;

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, l'exploitant a transmis, le 6 octobre 2024, le bon de commande n°3605834 pour la réalisation du suivi de la qualité des rejets d'eaux pluviales ;

que seuls les paramètres MES, DCO et DBO sont demandés sur ce bon de commande ;

que ce bon de commande n'est pas signé ;

que concernant les paramètres azote et phosphore manquants sur le bon de commande transmis, l'exploitant déclare qu'un nouveau prélèvement va être réalisé ;

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, l'exploitant déclare, dans sa réponse du 6 novembre 2024, être en cours d'élaboration de l'inventaire des flux aqueux du site ;

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 9.2.6.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, l'exploitant a transmis, le 6 novembre 2024, le rapport de surveillance des eaux souterraines de la campagne d'août 2024 ;

que l'exploitant a transmis également le bon de commande pour la prochaine campagne de mesure ;

que la prochaine campagne d'analyse des eaux souterraines est programmée le 30 décembre 2024 ;

que l'exploitant s'engage à transmettre l'interprétation des résultats permettant de déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED, avant le 1^{er} février 2025 ;

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, l'exploitant a transmis, le 6 novembre 2024, la copie d'un message électronique daté du 10 octobre 2024 faisant un court résumé des conclusions des analyses liées à la surveillance des sols, en l'absence de rapport sur la caractérisation de l'état des sols dans le périmètre IED ;

qu'en réponse au manquement relevé par l'inspection à l'article 7.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, l'exploitant a transmis, le 6 novembre 2024, le devis et le bon de commande datés et signés pour la levée des non-conformités relevées sur le rapport de contrôle des installations électriques n°044675902401R001 ;

que l'exploitant a transmis la copie du message électronique du prestataire confirmant son intervention à la date du 8 novembre 2024 ;

que l'ensemble des réponses apportées par l'exploitant pour les différents manquements constatés par l'inspection ne répondent que partiellement aux demandes de l'inspection ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de CANTELEU ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime par intérim,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société MOULINS SOUFFLET (n° SIRET 543 780 449 00061), dont le siège social est situé Quai Sarraill 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé 103 quai du Danemark 76380 CANTELEU :

- l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, en installant dans le bâtiment de stockage de farine le système de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, **avant le 1^{er} mai 2025** ;
- l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, en réalisant les analyses permettant un suivi semestriel de la qualité des rejets d'eaux pluviales, et en transmettant à l'inspection le rapport d'analyses pour le prélèvement du mois d'octobre 2024 **avant le 30 novembre 2024**, et le rapport du prélèvement réalisé six mois plus tard, soit en avril 2025, **avant le 31 mai 2025** ;
- l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, en réalisant un inventaire du flux aqueux du site, avec information sur les caractéristiques de ces flux, afin de montrer la pertinence des paramètres surveillés, **avant le 31 décembre 2024** ;
- l'article 9.2.6.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 en :
 - réalisant, **avant le 31 décembre 2024**, les analyses permettant de déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED ;
 - procédant, **avant le 1^{er} février 2025**, à une interprétation des résultats obtenus ;
- l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022, en réalisant la caractérisation de l'état des sols dans le périmètre IED et en interprétant les résultats obtenus **avant le 1^{er} février 2025**. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose, **avant le 1^{er} février 2025**, un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.
- l'article 7.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 en réalisant un contrôle complémentaire des installations électriques, en prenant toutes les dispositions nécessaires pour que l'organisme de contrôle puisse réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis, **avant le 1^{er} mars 2025**.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CANTELEU pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime et sous-préfète de Rouen par intérim, le maire de la commune CANTELEU, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société MOULINS SOUFFLET.

Fait à ROUEN, le

26 NOV. 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS